

Article 75c du Règlement

constitution. Tout ce que je peux dire au gouvernement, c'est de montrer qu'il a quelque chose dans le ventre et de voter contre la motion.

[Français]

M. Henri Tousignant (Témiscamingue): Monsieur le président, depuis déjà assez longtemps, cinq jours précisément, nous discutons du bill C-59, relatif à la loi sur le pouvoir d'emprunter pour le gouvernement les sommes nécessaires à son fonctionnement le plus élémentaire. Je comprends que cette étude est nécessaire et s'inscrit parfaitement dans l'esprit et le prolongement de notre système parlementaire, ce qui, en fait, nous garantit le maintien de notre démocratie et, partant, une saine gestion des affaires de l'État.

Cela étant dit et accepté, les parlementaires, de même que les citoyens en général, se mettront d'accord pour admettre que cet exercice étant nécessaire, les gens d'en face abusent du temps mis à leur disposition en utilisant des arguments plus ou moins pertinents au débat, lesquels permettent en même temps d'entretenir toutes sortes de propos absolument inutiles à l'avancement de la science politique, monsieur le président, et, bien sûr, au bill C-59 lui-même.

Une voix: Ils ne s'en rendent pas compte!

M. Tousignant: Je suis estomaqué de constater que les gens d'en face agissent en vierges offensées à la demande du gouvernement de proposer une limitation du débat en accord avec tous les partis. J'ai même passé tout près de subir une crise cardiaque cet après-midi quand j'ai entendu l'ancien leader du gouvernement à la Chambre, lorsque les progressistes conservateurs formaient le gouvernement en 1979; oui, j'ai été estomaqué, monsieur le président, puisque ce n'est pas ce que ce dernier disait à ce moment-là. Voici d'ailleurs quelques passages de ce que citait le député de Nepean-Carleton (M. Baker) alors qu'il était leader du gouvernement à la Chambre, tel que rapporté dans le journal des *Débats* du 7 décembre 1979. Et je cite:

Les députés d'en face invoquent la démocratie parlementaire et disent que nous sommes en train de la détruire. Je signale au député que je faisais de même lorsque je siégeais de l'autre côté de la Chambre.

Quelle hypocrisie!

Ayant entendu d'anciens ministériels nous accuser d'abuser du Règlement, je dois dire que tout doute que je pouvais avoir quant à l'importance de l'article 75c du Règlement s'est dissipé face aux mesures prises par le parti d'en face. Nous n'avons pas l'intention de laisser l'opposition placer le gouvernement dans une telle position ou entraver les travaux de la Chambre au point que les Canadiens ne pourront plus bénéficier de la mesure législative que leur a promise le gouvernement au cours des dernières élections.

● (2040)

[Traduction]

J'aimerais faire consigner au compte rendu les propos tenus en 1979 par le leader à la Chambre de l'ancien gouvernement.

Une voix: Qui était-ce?

M. Tousignant: Le député de Nepean-Carleton (M. Baker). Voici ce qu'il a déclaré:

Ainsi que le ministre des Finances (M. Crosbie) l'a dit lui-même, je suis patient. Je ne veux pas que les députés du parti libéral essayent d'employer un

argument aussi faible qu'ils finiront par donner l'impression d'être coopératifs d'un côté et obstructionnistes de l'autre. Je tiens à ce qu'ils soient connus pour ce qu'ils sont en réalité—des obstructionnistes. Ils viennent de le prouver aujourd'hui.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Tousignant: Monsieur le président, que pouvons-nous ajouter de plus? Où se trouve la sincérité de ces pseudo-défenseurs de nos traditions parlementaires? Évidemment, il faut quelque peu comprendre leurs frustrations généralisées. Depuis le temps qu'ils souhaitaient former le gouvernement! Soudain, par un accident de parcours, ils se retrouvent formant le gouvernement et n'étant pas capables de le garder. Il leur glisse entre les mains. Les Canadiens ont vite décidé de ne pas laisser des choses importantes entre les mains des enfants. Nous l'avons tous vu dans le passé, les gens leur ont retiré, bien sûr, ce gouvernement. Nous avons tous vu, un jour ou l'autre, un chien courir après une automobile. On est porté à se dire: s'il réussissait à l'attrapper, qu'est-ce qu'il en ferait? Quand on voit les gens d'en face, c'est l'impression un peu que cela nous donne. Des frustrations, monsieur le président! Il faut bien les comprendre. Avoir eu la possibilité de former le gouvernement et, par une insouciance de leur part, permettre à leurs compatriotes de leur dire en pleine face: non, nous ne pouvons vous permettre d'aller plus loin, et nous vous retirons notre confiance. Or aujourd'hui, pour assouvir cette passion, engendrée par la défaite dont ils ont eu à faire leur deuil, l'opposition officielle s'applique tout simplement, délibérément à tout critiquer ce que fait le gouvernement actuel.

Il faut voir jusqu'où ces gens peuvent aller pour semer la confusion et la pagaille à travers le pays. Comment par exemple ont-ils attaqué notre politique énergétique? En défendant supposément l'entreprise privée. Imaginons donc! Et en nous accusant d'être des socialistes. Imaginons, monsieur le président, 72 p. 100 des capitaux des compagnies qui œuvrent dans le domaine du pétrole au Canada sont de capitaux étrangers qui partent avec 22 p. 100 des profits nets. Alors nous, du gouvernement, . . .

M. Lalonde: Quatre-vingt-deux pour cent!

M. Tousignant: L'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) me dit 82. C'est bien cela.

Le gouvernement actuel assume ses responsabilités, parce qu'il sait que ces richesses appartiennent à tous les Canadiens, et les gens d'en face nous critiquent vertement dans tout le pays. C'est la même chose dans le domaine de la Constitution, monsieur le président. Si ces gens-là voulaient être tant soit peu sincères, ils le savent très bien, et dire la vérité, les Canadiens d'un bout à l'autre du pays nous seraient reconnaissants pour ce que nous faisons actuellement pour eux. Monsieur le président, je sais que le temps passe, mais à mon avis, si les gens d'en face voulaient cesser tout simplement de verser des larmes de crocodiles et nous appuyer, nous pourrions nous mettre à la tâche et gouverner le pays.